

RDCongo/Elections générales du 30 décembre

Attente, inquiétude et pressions pour connaître le résultat

AFP
Genève/Suisse

En pointe dans les pressions, les organisations internationales et l'épiscopat. La Cénî dénonce intimidation et harcèlement.

LES pressions augmentent de toutes parts sur les autorités congolaises pour que la commission électorale proclame des résultats à la présidentielle conformes au choix des électeurs et qui pourraient être favorables à un candidat de l'opposition pour la succession du président Joseph Kabila.

Curieuse ambiance à Kinshasa hier. Une sorte de trêve est observée dans le pays en ce jour férié à la mémoire des "martyrs de l'indépendance" du 4 janvier 1959. Mais les autorités ont annoncé le report de la rentrée universitaire craignant que "le camp mécontent (ne veuille) utiliser les étudiants" au moment des résultats.

Cinq jours après les élections présidentielle, législatives et provinciales du 30 décembre, la crise politique congolaise inquiète bien au-delà des frontières du pays alors que depuis dimanche les autorités ont suspendu l'accès à internet, aux SMS, à la radio RFI et que la Commission électorale (Ceni) a envisagé de reporter l'annonce des résultats officiellement en raison de la lenteur du processus de dépouillement. Une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu a été convoquée pour hier 20H00 GMT (21H00 au Gabon) à New York à la demande de la France, le pays qui prend l'initiative des résolutions sur la paix et la



Photo : AFP/L'Union

Les Congolais qui ont voté en masse dimanche dernier doivent ronger leur frein, l'annonce des résultats étant susceptible d'être reportée.

stabilité en RDC. A Genève, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme a déjà mis en garde contre les conséquences de "l'intimidation et (du) harcèlement à l'encontre des journalistes, des candidats de l'opposition et des défenseurs des droits de l'Homme".

Souvent considérée comme le "syndicat des chefs d'Etat africain" qui défend les intérêts des pouvoirs en place, l'Union africaine a estimé vendredi que "le respect des résultats de l'élection est crucial".

"Ceux qui sapent le processus électoral, menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC, ou bénéficient de la corruption, risquent de ne plus être les bienvenus aux Etats-Unis ou d'être interdits d'accès au système financier américain", a prévenu le département d'Etat.

INTIMIDATION ET HARCELEMENT• La RDC n'a jamais connu de

transmission pacifique du pouvoir depuis son indépendance le 30 juin 1960, 18 mois à peine après les émeutes du 4 janvier 1959 étouffées dans le sang par le colonisateur belge. Joseph Kabila, au pouvoir depuis l'assassinat de son père en 2001, avait élu en 2006 et réélu en 2011 dans la contestation.

Pour ce scrutin, trois candidats sont en course pour la succession du président Kabila - qui selon la Constitution ne peut effectuer plus de deux mandats d'affilée : son "dauphin" désigné l'ex-ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary et les deux opposants Martin Fayulu et Félix Tshisekedi. Inquiète de la dégradation de la situation qui risque de dégenerer, l'Eglise catholique a lancé une phrase lourde de sens politique jeudi en affirmant connaître le nom du successeur de Joseph Kabila. La Conférence épiscopale

de RDC (Cenco) "constate que les données à sa disposition issues des procès-verbaux des bureaux de vote consacrent le choix d'un candidat comme président de la République", a déclaré son porte-parole et secrétaire général l'abbé Donatien Nsholé en présentant le rapport préliminaire des observateurs catholiques.

Il n'a pas donné le nom du vainqueur, pour ne pas tomber sous le coup de la loi qui réserve à la commission électorale la primeur de l'annonce des résultats, mais a invité la Cénî à "publier en toute responsabilité les résultats des élections dans le respect de la vérité et de la justice".

Les mots ne sont pas choisis au hasard. "Les résultats proclamés par la Commission électorale ne sont conformes ni à la vérité ni à la justice", avait déjà déclaré en décembre 2011 l'ex-archevêque de Kinshasa, Laurent Monsengwo, lors de la réélection

contestée du président Kabila.

Par cette allusion, la Conférence laisse entendre qu'elle est en mesure d'annoncer ses propres résultats, quitte à contredire la commission électorale.

Habituellement en RDC et en Afrique centrale, les commissions électorales n'ont aucun problème pour annoncer la réélection du président sortant ou du candidat du pouvoir, soutenues par le gouvernement, les médias d'Etat et les puissants appareils sécuritaires (police, armée, douanes, renseignements). La Cénî affirme n'avoir centralisé que 20% des résultats en provenance des 73 000 bureaux de vote.

Le porte-parole du candidat du pouvoir Serge Kadima s'est montré confiant : les remontées des "témoins sur l'ensemble" du pays "nous rassurent de notre victoire", a assuré Serge Kadima.

"La Cénî ne doit pas tripoter le calendrier", a prévenu un membre de la coalition Cap pour le changement autour de l'opposant Tshisekedi. "Tout le monde croit que le temps que l'on se donne c'est pour tricher. Les résultats risquent de ne pas être crédibles."

Violentes attaques contre l'Eglise des pro-Kabila et de la Cénî. "Violenter la Constitution", "attitude partisane", "intoxiquer la population" : la majorité pro-président Joseph Kabila et la Commission électorale ont violemment attaqué hier l'Eglise catholique pour avoir déclaré qu'elle connaissait le vainqueur de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Politique.** 84 ONG se conforment aux nouvelles règles des autorités

Quelque 84 ONG internationales sur les 140 présentes jusqu'ici au Burundi s'étaient conformées au 31 décembre à la nouvelle loi qui encadre strictement leurs activités, a appris l'AFP hier de sources concordantes.

• **Cameroun/Politique.** Joseph Dion Ngute nouveau Premier ministre

Haut fonctionnaire d'expérience, Joseph Dion Ngute a été nommé hier Premier ministre du Cameroun, trois mois après la réélection de Paul Biya à la tête d'un pays marqué par les violences dans ses régions anglophones, selon un décret présidentiel lu à la radio d'Etat. Il succède à Philemon Yang, en place depuis neuf ans, selon ce décret signé du président Biya.

• **Ghana/Troubles.** Une église vandalisée suite à une prophétie malheureuse



Photo : AFP

Un groupe de jeunes musulmans a vandalisé une église évangélique de la capitale ghanéenne, Accra, après que son pasteur eut prédit la mort du principal imam du pays en 2019, a-t-on appris hier de sources religieuses.

• **Mali/Politique.** Le président se recueille sur les tombes de 37 villageois peuls

Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta s'est recueilli hier sur les tombes des 37 habitants du village peul de Koulogon (centre) tués le 1er janvier dans une attaque attribuée à des chasseurs traditionnels dogons, promettant que ce crime ne resterait pas impuni.

• **Nigeria/Violences.** Recrudescence des attaques de "bandits" dans le nord-ouest

Le nord-ouest du Nigeria fait face depuis plusieurs jours à une forte augmentation du nombre d'attaques perpétrées par des groupes armés, après des mois de montée de l'insécurité dans cette région, ont alerté des chefs traditionnels et gouverneurs d'Etat.

• **Tunisie/Sécurité.** Nouvelle prolongation d'un mois de l'état d'urgence

La présidence de la République tunisienne a annoncé hier la prolongation jusqu'au 4 février de l'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis une série d'attaques jihadistes sanglantes en 2015. "Cette prolongation serait probablement la dernière en attendant l'adoption par le Parlement d'un projet de loi réglementant l'état d'urgence", a indiqué, sous couvert de l'anonymat, un responsable.

Burkina Faso/Conflit

Quarante-six morts dans des affrontements inter-communautaires

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

Ces violences sont consécutives à une attaque terroriste dans un village du centre-nord

AU moins quarante-six civils ont été tués entre mardi et mercredi dans des affrontements inter-communautaires consécutifs à une attaque terroriste à Yirgou, un village de la commune de Barsalogo, dans le centre-nord du Burkina Faso, a annoncé

hier le porte-parole du gouvernement.

"Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, au village de Yirgou-Foulbè, dans la commune de Barsalogo, région du centre nord, des terroristes ont tués sept personnes dont le chef de village, avant de prendre la fuite. La poursuite des terroristes par les populations a eu pour conséquence des exactions et des pertes en vies humaines au sein de la communauté peule dans différentes localités de cette région", a expliqué le ministre.

"Le bilan provisoire de ces événements dramatiques

est de quarante-six personnes décédées et les constatations se poursuivent", a-t-il averti.

Un précédent bilan établi par des sources sécuritaires et locales faisait état de 13 morts lors de cette attaque suivie de représailles le jour de l'an, contre la communauté peule soupçonnée par la communauté Mossi - dont le chef a été abattu - d'être en intelligence avec les terroristes.

"C'est après un constat fait par les forces de défense et de sécurité sur les différentes zones où des affrontements ont été signalés

que le bilan a été revu à la hausse", a expliqué à l'AFP le maire de Barsalogo, Abdoulaye Pafadnam.

Les Mossis constituent l'ethnie majoritaire au Burkina. Ils dénoncent l'assimilation des Peuls, éleveurs nomades présents dans toute l'Afrique de l'Ouest, aux groupes jihadistes de la région, qu'ont rejoint certains membres de leur communauté.

Lundi, le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré a décrété l'état d'urgence dans plusieurs régions du pays, pour contrer la menace terro-

riste des islamistes armés. Le Burkina Faso est confronté depuis trois ans à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières. D'abord concentrées dans le nord du pays, elles se sont ensuite étendues à d'autres régions dont celle de l'Est, frontalière du Togo et du Bénin. Les attaques attribuées notamment aux groupes jihadistes Ansaroul Islam et Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont fait plus de 270 morts depuis 2015. Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.